

LETTRE DES AMIS nº 179

ISSN 0299-8890

11, bd Griffoul-Dorval 31400 TOULOUSE Tél.: 05 61 52 41 64

Tél. Archives départementales

Fax

"

05.34.31.19.70

05.34.31.19.71

Adresse internet

e.mail

Permanence du jeudi matin

05.62.26.85.72

http://perso.wanadoo.fr/christian.humbert/aahg

* DATES À RETENIR

- Samedi 9 décembre, à 9 h 30, aux Archives départementales, deuxième « atelier de paléographie » anime pat/Louis Latour, réservé aux lecteurs débutants.
- Mardi 12 décembre, à 17 h 30, aux Archives municipales de Toulouse, 2, rue des Archives (Faubourg Bonnefoy), deuxième cours de paléographie animé par M. François Bordes, Directeur des Archives municipales de Toulouse, destiné aux lecteurs confirmés.
- Samedi 23 décembre, à 10 heures précises, présentation de l'église Saint-Pierredes-Cuisines par Mme Quitterie Cazes, archéologue, maître de conférences en histoire de l'art médiéval à l'Université de Paris I, auteur d'un ouvrage consacré à Saint-Pierredes-Cuisines.

Rendez-vous, à 10 heures précises devant l'église Saint-Pierre-des-Cuisines près de la Place Saint-Pierre

* COTISATION 2001

La cotisation pour l'année 2001 s'élève à 150 F (75 F pour les étudiants et les chômeurs). Il convient d'en adresser, sans tarder, le montant à notre Association 11, boulevard Griffoul-Dorval 31400 Toulouse.

Les chèques doivent être obligatoirement libellés à l'ordre de l'Association des Amis des Archives de la Haute-Garonne. Indiquez au dos du chèque : cotisation 2001.

Les nouveaux amis ayant adhéré à notre Association depuis le mois de septembre sont dispensés du paiement de la cotisation 2001.

Afin d'alléger notre travail de secrétariat nous rappelons qu'il n'est plus adressé de timbre de validation justifiant du paiement de la cotisation annuelle. Cette mesure ne vous dispense pas, bien sûr de régler celle-ci. C'est à cette seule condition que vous pourrez continuer à recevoir la « Lettre des Amis » et les « Petites Bibliothèques », à assister aux cours et ateliers de paléographie et à bénéficier de toutes les autres prestations réservées aux adhérents.

Pour savoir si vous avez acquitté votre cotisation consultez la mention portée en haut de « l'étiquette-adresse » (v. cotis. 2000-01 réglée le ... ou due).

* ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION PRÉVUES EN JANVIER-FÉVRIER PROCHAINS

- 1) Cours de paléographie animés par M. François Bordes
 - Mardi 16 janvier à 17 h 30 aux Archives municipales de Toulouse
 - Mardi 6 février à 17 h 30 aux Archives municipales de Toulouse
- 2) Ateliers de paléographie animés par Louis Latour
 - Samedi 20 janvier à 9 h 30 aux Archives départementales
 - Samedi 24 février à 9 h 30 aux Archives départementales

* POUR INFORMATION

- 1) Notre amie Mme Geneviève Moulin nous prie de vous signaler que le Musée Paul Dupuy a recueilli les pièces de vêtement provenant du sarcophage du « Comte de l'an Mil » à Saint-Sernin : ces importants fragments ont été dégagés et traités par l'Atelier de restauration du Musée.
- 2) La Société toulousaine d'Études médiévales organise une conférence le mardi 5 décembre prochain à 20 h 30, salle du Sénéchal 17, rue de Rémusat à Toulouse.
- M. Jean Blanc, attaché de Conservation du Patrimoine évoquera « Les Trésors d'enluminures en Pays d'Aude (IXe-XIVe siècle) ».

Voici le texte de présentation de la conférence que nous adresse **Mme Marguerite Favre**, Présidente de la S.T.E.M.

« Les cathédrales de Narbonne, Carcassonne, Alet, les collégiales de Montréal et de Castelnaudary, les abbayes de Lagrasse et de Fontfroide constituent de véritables richesses patrimoniales immédiatement perceptibles aux visiteurs.

Cependant, d'autres richesses existent, protégées, à l'abri d'une lumière trop violente : les manuscrits enluminés. Les documents présentés grâce à ces diapositives offrent de véritables trésors : lettres ornées, lettres habitées qui nous font pénétrer un peu plus dans la mentalité médiévale. Il convient donc de tourner les pages des évangéliaires, des sacramentaires, des missels et des pontificaux pour partir à la découverte ... »

* LES TRAVAUX DES AMIS

Publications du GRECAM (Groupe de Recherche en ethnographie, céramologie, archéologie en Midi toulousain et Gascogne 31370 Rieumes, tél. 05.61.91.16.09).

Le n° 2 septembre 2000 de la revue « *La Grésale* » vient de paraître. Parmi les nombreux et intéressants articles publiés nous relevons ceux de nos amis :

Louis Latour consacré à une étude du « Mobilier provenant d'un comblement de silos à Auterive (31).

Alain Costes présentant les « Découvertes récentes sur le Languedoc occidental de dépôts de consommation et de production de poteries modernes et contemporaines ».

Par ailleurs **Alain Costes** vient de publier un ouvrage intitulé « *Approches de la poterie en Gascogne et Midi-toulousain du XVIe au XXe siècle* » vendu au GRECAM au prix de 125 F.

* MÉMOIRE DU TROISIÈME MILLÉNAIRE

Les forums « quelle mémoire pour demain ? »

Le 18 octobre, les 8 et 22 novembre derniers se sont déroulés, à Toulouse, 3 Forums organisés par les **Archives municipales de Toulouse** consacrés à la mémoire scientifique, historique et artistique.

Les actes des différentes communications intervenues au cours de ces 3 Forums seront rassemblés pour être publiés.

Les amis seront, bien sûr, tenus au courant des dates de publication de ces différents actes.

* RÉPONSE À L'AVIS DE RECHERCHE n° 197

À propos de l'ausidou (salle de l'ancien Capitole avant la restauration entreprise par Guillaume Cammas au XVIIIe siècle) voici ce que nous écrit notre ami **André Lagarde** de Carbonne:

« Le mot **ausidou** (occitan ausidor, dérivé de ausir « écouter, entendre ») me paraît désigner une « salle d'audition » qui a pu être un lieu de répétition affecté au théâtre du Capitole (?)»

* RÉPONSE À L'AVIS DE RECHERCHE nº 198

Qu'entend-on à la fin de l'Ancien Régime par « Capitaine réformé de la Compagnie de ... » et « Colonel à la suite du régiment de ... » ?

La réponse nous est fournie par François Bluche dans son ouvrage « La noblesse française au XVIIIe siècle » paru aux éditions Hachette, en 1973. Voici ce qu'il écrit :

« ... Il y a plus de petits marquis poussés par les gens en place qu'il n'existe de régiments et c'est pourquoi la monarchie a la faiblesse de créer des colonels en second, des colonels réformés, des colonels à la suite. La multiplications de telles sinécures contribue, à la fin de l'Ancien Régime, au développement d'un nouveau style de petits maîtres militaires dans les villes de garnison : ce sont de jolies poupées affirme un témoin en 1788, bien frisées, bien poudrées, musquées à rivaliser avec Vestris*; mais ils ne sont au soleil qu'avec un parasol ; ils ne se mouillent pas une fois les pieds qu'ils naient un rhume ... ».

* AVIS DE RECHERCHE n° 199

Une de nos amies, **Mme Suzanne Béret**, membre du Comité de rédaction de la revue « *Blagnac*, questions d'histoire » nous signale qu'un habitant de Blagnac, **Bernard Delpont a assisté**, à **Paris**, à la Fête de la Fédération, le 14 juillet 1790.

Elle aimerait savoir les raisons pour lesquelles il a été choisi? Comment est-il parvenu à Paris? Comment s'est déroulé son séjour dans la Capitale? (Il a reçu 600 livres de la part de la municipalité blagnacaise).

^{*} Vestris Gaëtan, danseur d'origine italienne (1729-1808) surnommé le « dieu de la danse ». Lui et son fils Auguste (1760-1842) furent attachés à l'Opéra de Paris.

Les registres de délibérations municipales consultés à la Mairie de Blagnac ne répondent pas à ces interrogations.

Elle voudrait savoir s'il existe aux Archives départementales ou aux Archives municipales de Toulouse des liasses qu'elle pourrait consulter et qui lui apporteraient certaines réponses. (Indiquez les cotes précises des liasses).

* AVIS DE RECHERCHE n° 200

Une de nos amies de Fontainebleau recherche des informations sur un nommé Georges Virazel natif de l'Albigeois vers 1639 décédé à Toulouse en 1674 dont la veuve Izabeau de Cellier fut (je cite) « une sorte de précurseur en matière philanthropique ».

Georges Virazel a été M^e chirurgien à Verfeil de 1660 à août 1664. Le couple Virazel-de Cellier a passé son contrat de mariage à Toulouse en novembre 1663. Le mariage a dû, sans doute, se dérouler à Verfeil où l'année suivante est né un premier enfant. La famille s'est ensuite installée à Toulouse.

Qui pourrait la renseigner ?

* COMMINGEOIS, VOUS AVEZ LA PAROLE!

Nous remercions bien vivement **Mme Puysségur-Mora**, responsable de l'Antenne du Comminges qui nous a fait parvenir un texte de **Mme Marie-Louise Guillaumin** que nous avons le plaisir de vous communiquer.

Une figure de la Résistance commingeoise : le Docteur Pierre Ollé (1884-1960)

Dans l'ancien cimetière de Saint-Gaudens, se trouve la tombe de la famille Ollé. Sur la pierre, on lit : Jules Ollé – docteur (1855-1921).

Au dessous : Ici repose le Docteur Pierre Ollé (1884-1960).

Une plaque apposée sur le caveau porte cette inscription : « A Pierre Ollé, ses amis de la Résistance », avec sur le côté, une croix de Lorraine et le sigle A.S. (Armée Secrète).

Le Docteur Pierre Ollé, fils du Docteur Jules Ollé, est un enfant de Saint-Gaudens. Il y est né en 1884, y a exercé la profession de médecin, y a joué un important rôle citoyen dans les années les plus sombres de notre histoire et l'immédiat après-guerre.

En 1902, nanti du baccalauréat, et après un passage d'un an à l'École Navale, il s'engage dans l'armée, où il est affecté au 83^e R.I.. En 1905, il opte pour la médecine, fait ses études à Paris, soutient sa thèse sur le sujet suivant : « Les corps étrangers dans la vessie chez la femme », reçoit le titre de docteur en médecine en 1910. Il exercera d'abord sa profession à Franconville (aujourd'hui dans le Val d'Oise) de 1910 à 1914.

À la déclaration de guerre, il est officier de réserve dans le 8ème corps d'armée, avec le grade d'aide-major de 2e classe. Mobilisé le 2 août, il est nommé médecin aide-major de 1ère classe dès 1915, sert au front, puis est envoyé organiser les services d'électroradiologie de différents hôpitaux : successivement à Nevers, Lignières (Cher), Le Creusot, Luchon, puis Bône et Alger.

Blessé, hospitalisé et convalescent pendant plusieurs mois (novembre 1918-mars 1919), il est décoré de la médaille des blessés et réformés de guerre, démobilisé en juillet 1919, et rayé des cadres de l'armée en 1926.

L'après-guerre le ramène dans sa ville natale où il s'installe en 1921, fonde en 1924, 1 boulevard Bepmale, la clinique médico-chirurgicale qui portera son nom et qu'il dirigera jusqu'en 1942 (date de la vente de cet établissement), tout en conservant son cabinet d'électroradiologie où il exercera jusqu'à sa retraite.

En 1935, ses éminents services de médecin à l'armée et dans le civil lui valent d'être fait chevalier de la Légion d'Honneur, et plus tard officier.

La Deuxième Guerre Mondiale est pour lui une grande épreuve morale. Son patriotisme, sa conscience d'homme épris de liberté et de justice le font entrer dans la Résistance. En 1943, il est l'une des premières personnalités à rejoindre le groupe A.S. qui s'organise dans l'arrondissement sous l'égide du Colonel Marty et du Capitaine Gesse, retraité militaire à Saint-Gaudens.

Il n'hésite pas à organiser chez lui des réunions hebdomadaires de camarades résistants, met en place un relais pour réfractaires au STO, à qui il procure de fausses pièces d'identité, payant même de ses propres deniers, s'il le faut, le passage de la frontière.

Dénoncé pour son activité, il est arrêté par la Gestapo en juillet 1943, et relâché au bout de 15 jours faute de preuves.

Il reprend aussitôt sa place au sein de son groupe A.S., mais une nouvelle menace surgit. Le 18 novembre 1943, il est arrêté par l'un des chefs de la police allemande accompagné du sinistre interprète Zinck, à la suite d'une déclaration faite à la Gestapo de Luchon par un jeune homme pris à Loures-Barousse dans la nuit du 8 au 9 novembre 1943, alors qu'il tentait de se diriger vers l'Espagne. Au cours de son interrogatoire, ce dernier avait affirmé que le Docteur Ollé l'avait incité à ne pas partir aux chantiers de jeunesse et à gagner le maquis. Conduit à Luchon dans les mêmes locaux, confronté avec le jeune, l'accusé nie énergiquement, et grâce à sa force de persuasion, obtient d'être relâché le 21 novembre.

Le Docteur Ollé trouve bientôt une nouvelle fois l'occasion de faire preuve de détermination et d'une grande hardiesse dans la solution proposée pour délivrer le Capitaine Gesse, le 14 décembre 1943. Ce dernier, recherché depuis plusieurs mois, est tombé la veille aux mains de la Gestapo au cours de la célèbre « opération de munuit » lancée dans la nuit du 13 au 14 décembre, qui a abouti à l'arrestation de 120 membres des M.U.R. de la résistance régionale (Mouvements Unis de Résistance). Surpris le 13 au soir chez lui, où les Allemands frappent à la porte, le Capitaine Gesse a le temps de brûler quelques documents compromettants, car il a pris la précaution de barricader l'entrée avec des chaînes pour pouvoir, éventuellement, bénéficier d'un certain répit et prendre la fuite. Vite, il tente ensuite de gagner par les toits une maison voisine, celle d'un chef de sizaine de l'A.S.. Des hommes, postés dans le jardin, tirent plus de cent coups, selon le compte des douilles retrouvées. Blessé au genou, le Capitaine Gesse continue son parcours, se glisse au premier étage dans la demeure amie. Il comprend que les Allemands sont en train de la fouiller... ce qui le détermine à aller se cacher sous un gros camion dans le garage... Mais les traces de sang laissées sur son passage permettent à l'ennemi de le retrouver, et de l'arrêter. Interrogé longuement, il est conduit à l'hôpital où le directeur refuse d'accepter la responsabilité de sa garde, qui sera confiée à trois feldgendarm et cinq gendarmes français.

Le lendemain, 14 décembre, une réunion de chefs de trentaine se tient chez le Docteur Ollé. Ce dernier conçoit un plan d'enlèvement, malgré les hésitations des responsables de la Résistance qui estiment l'entreprise trop hasardeuse pour réussir. Il fournit tous les renseignements sur les lieux et les moyens d'accéder à la chambre du Capitaine Gesse : vers 16 heures, il a convaincu ses camarades, la décision d'intervenir est prise, les tâches réparties entre les participants. Vers 23 heures, dans la nuit du 14 au 15, l'opération commando est lancée et rapidement réalisée. Henri Loubet, Jean Luent, Jean Pierre, chefs de trentaine, Maurice Waintrop, Joseph Pujol, chefs de sizaine, s'introduisent dans le bâtiment et parviennent jusqu'à la chambre du prisonnier, dont le dernier a scié la grille protectrice, tandis que quatre autres hommes font le guet : le Commandant Marty dit « Mortier », Tesse, Farge dit « l'Amiral » et Julien de Martin. Les premiers se saisissent de leur camarade dont la jambe est plâtrée, réussissant à n'attirer l'attention de personne! Le Capitaine Gesse est sauvé! Grâce au calcul osé du Docteur Ollé et au courage de ses compagnons de lutte, il échappait à la Gestapo et probablement à la déportation. Henri Loubet le transporte chez un ami, Anselme Arrieu qui dénoncé, arrêté, mourra en déportation, et dont une rue de Saint-Gaudens porte le nom. Réfugié à Bordes-de-Rivière, le Capitaine Gesse attendra l'heure de rejoindre le maquis.

Après la libération du Capitaine Gesse, le Docteur Ollé se préoccupe du sort de sa gouvernante, Marguerite Lecaplain. Sous le nom de « Berthe », elle a été étroitement mêlée à la vie de la résistance commingeoise et en connaît les principaux représentants. Lors de l'arrestation de son patron, elle a été rudoyée et menacée par les Allemands. Il faut la protéger : le Docteur Ollé décide de l'envoyer chez sa fille Adeline Ollé à Marseille où, résistante en Comminges, elle-même en danger, elle a dû se réfugier, continuant là-bas son action.

1944. La libération de Saint-Gaudens intervient le 20 août. D'autres responsabilités vont être confiées au Docteur Ollé. Le 21, le Comité de Libération de la ville est officiellement constitué. À 17 heures, les représentants des différents mouvements et

groupes de Résistance, dont cinq de l'A.S., se réunissent à la mairie. La constitution du Comité de Libération de Saint-Gaudens est arrêtée, conformément aux instructions du Gouvernement Provisoire de la République formé le 21 juin par transformation du Comité Français de la Libération Nationale lui-même créé à Alger le 2 juin 1943. Elles ont été transmises par les responsables départementaux : le Commandant « Victor » (Francis Strugo, responsable des maquis du sud du département) et « François-Joseph » (Serge Shwarzenberg) du Front National. Il comprend 12 membres, Pierre Ollé en assurera la présidence. Le Comité est qualifié pour prendre toute décision concernant l'administration de l'arrondissement de Saint-Gaudens, et sera donc ainsi également le Comité de Libération de l'arrondissement, sous la présidence de Pierre Ollé, pour peu de temps. Il est très vite devenu le C.L.L., Comité Local de Libération.

À la fin de la séance, un ordre du jour est rédigé, signé par le Président et cosigné par les onze autres membres. Le texte fait connaître que le Comité de Libération sera « seul qualifié pour prendre toute décision concernant l'arrondissement de Saint-Gaudens », lance un pressant appel à toutes les municipalités pour que « ses ordres, et ses ordres seulement soient strictement exécutés », et invite les populations « à se remettre calmement au travail ». Il affirme que « seules la police et la gendarmerie sont qualifiées pour procéder aux arrestations ou enquêtes suscitées par les circonstances ». Les valeurs d'union, travail, discipline « sont rappelées, étant les conditions essentielles du bien-être et de la liberté ».

L'ordre du jour se termine par : Vive la France, Vive la République.

Il sera diffusé en ville et dans l'arrondissement par les radios, et par voie d'affiches.

Conformément aux instructions du Gouvernement Provisoire de la République (GPRF), le Comité de Libération forme le Conseil Municipal de son choix. Composé de 23 membres, il a toujours le Docteur Ollé à sa tête. Une femme en fait partie : Jeanne Nogues, directrice de l'EPS en retraite, qui a été résistante.

L'ordonnance du 9 août 1944 a confirmé la nullité de tous les actes de Vichy et rétabli la légalité républicaine. Dans ce cadre, les 29 avril et 13 mai 1945, les Français ... et pour la première fois dans l'histoire de notre pays, les Françaises, sont appelés aux urnes pour des élections municipales. L'ordonnance du 21 avril 1944 prise par le CFLN leur a donné le droit de vote et d'être éligibles. À Saint-Gaudens, le Conseil Municipal élu, issu en partie de la Résistance, confirme Pierre Ollé dans ses fonctions de maire. Des résistants A.S. : Jean Luent et le Docteur Bergès sont élus premier et deuxième ajoints. Mademoiselle Jeanne Nogues, élue, est à leurs côtés, ainsi que Jean Pierre, quatrième adjoint.

L'équipe municipale dirigée par Pierre Ollé administre la ville jusqu'à la consultation suivante, en octobre 1947. Durant ces deux ans et demi d'exercice, elle agit sur des bases nouvelles, républicaines, dans un élan prometteur. Une remise en ordre des services municipaux est réalisée, un effort entrepris en faveur du mieux être de la population.

Le Docteur Ollé a également été Conseiller Général du canton de Saint-Gaudens du 30 septembre 1945 au 27 mars 1949.

Son intérêt s'est de même porté sur la section SFIO de Saint-Gaudens qu'il a mis beaucoup d'énergie à revitaliser durant cette période.

Le Docteur Ollé s'éteint le 5 janvier 1960. Lors de ses obsèques, le 7, c'est une foule dense et recueillie qui le conduit à sa dernière demeure. De nombreuses personnalités sont présentes : M. le sous-préfet Cendo, les sénateurs Suran et Méric, le Président du Conseil Général Montel, et plusieurs autres. Beaucoup d'amis de la Résistance sont là, avec le Président du Conseil départemental de la Résistance.

Daniel Latapie, ancien de l'A.S., secrétaire, représente le Commandant Faurant. Quatre médecins tiennent les cordons du poêle : les docteurs Bergès, Corman, de Larrard et Michel. Au cimetière, le Docteur Bergès prononce une courte allocution dans laquelle il rappelle les grandes étapes de la vie de cet homme de caractère connu pour ses qualités de cœur et d'esprit, qui a œuvré pour la liberté et pour sa ville, dont une rue porte son nom.

Marie-Louise GUILLAUMIN

Sources:

- Archives privées : la famille Ollé a bien voulu les mettre à notre disposition et nous l'en remercions vivement.
- ADHG: Répression 2008-115 Rapport RG 18/11/1943.
- ADHG: 1904 RG DR 1007 086.39.
- LATAPIE Daniel : Témoignages et documents sur la résistance commingeoise, tome VI, pages 1633 à 1646.
- LATAPIE Daniel : Rapport du Colonel Marty Témoignages et documents.
- GUILLAUMIN Marie-Louise, Quatre cantons de Comminges dans la résistance.
- ADHG, Antenne du Comminges : Saint-Gaudens. Jour 21. Année 1960.
- Archives municipales de Saint-Gaudens : 1 D 15, années 1944-45 1 D 15 5bis, années 1945-1946 1 D 16, années 1946-1947.

* LA LANGUE D'OC : DU REPLI À LA RECONQUÊTE

Qu'on le veuille ou non, le problème des « langues régionales » est posé : l'Europe en gestation a promulgué une charte pour la défense et l'illustration de ces parlers considérés comme l'expression de minorités vivant à l'intérieur de la communauté. La « Langue d'Oc » fait partie du nombre. Son ancienneté ne fait aucun doute. Sa valeur littéraire est indéniable. Ses résonances latines en font tout l'attrait. Quel va être son

avenir ? La question reste pendante. Profitons de l'occasion qui nous est ainsi offerte pour suivre l'évolution de ce beau langage depuis le temps où il était cultivé à la cour des comtes de la maison raimondine.

Dans les régions issues de l'ancien comté de Toulouse, les vicissitudes de l'Histoire n'ont jamais atténué le sentiment d'appartenance à une communauté linguistique et culturelle originale. Cinq siècles de civilisation romaine ont, en effet, profondément marqué les esprits. Du latin influencé par les substrats ibère, aquitain et celte, est née la «Langue d'Oc» qui a obtenu ses lettres de noblesse entre 1060 et 1080 avec la Chanson de sainte Foy (593 vers octosyllabiques distribués en 49 liasses monorimes), avant de triompher au XIIe siècle avec la poésie des troubadours (Guilhem IX d'Aquitaine, Jaufré Rudel, Marcabru, Rambaut d'Aurenja, Peire d'Alvernha, Bernart de Ventadorn, Giraut de Bornelh, Bertran de Born, Arnaut Daniel, Girart de Rosselhon et autres). Cette langue était le lien d'une société éprise de liberté et de tolérance, dont le caractère essentiel était de savoir accepter la coexistence de multiples opinions et de groupes sociaux divers. Mais les tragiques événements du XIIIe siècle allaient lui faire perdre son rôle de « langue officielle » pour la refouler au rang de « patois » à l'usage du peuple. Il y eut parfois d'heureuses exceptions comme les sept troubadours qui, en 1324, fondèrent les « Jeux Floraux » ou comme le toulousain Goudouli et le gascon Pèir de Garros aux XVIe et XVIIe siècles.

Vint la Révolution qui fit du français la langue des « Lumières » et de la « Liberté », considérant les parlers locaux comme entachés de l'obscurantisme et du fanatisme des siècles passés, voyant en eux les véhicules de la superstition contraires au développement de l'esprit humain. Les Jacobins voulaient que la langue fût une comme la République. L'enquête de l'abbé Grégoire sur les patois allait dans le même sens : le triomphe du français! La « Langue d'Oc » fut alors assimilée au fédéralisme et à la contre-révolution. Aussi ne faut-il pas s'étonner de la voir décliner au fur et à mesure que le français, « langue universelle », marquait des points dans l'enseignement. Les progrès de la République dans le Midi toulousain sont d'ailleurs liés au recul progressif de la pratique de l'occitan dans la population scolaire. Qu'allait-il advenir de cette belle langue issue de la Romanité, condamnée à n'être plus qu'un idiome de vieillards noyé dans les mouvances de l'oral ?

La mèche n'était heureusement pas éteinte. La «Langue d'Oc » n'avait pas été abandonnée par les savants et les érudits qui continuaient à la cultiver : dictionnaires et grammaires n'avaient pour ainsi dire jamais cessé de paraître depuis le XVIe siècle. Aux chercheurs vinrent se joindre les poètes dont le nombre ne fit que croître au cours de la première moitié du XIXe siècle. Soucieux d'être lus et compris par le peuple, les « nouveaux troubadours » s'efforcèrent de parvenir à une unification relative des dialectes en proposant une orthographe commune fondée sur « les mots dérivant le plus directement de la langue mère ». C'est alors qu'en 1854 fut fondée l'École d'Avignon plus connue sous le nom de Félibrige : le maître en était Joseph Roumanille (1818-1891), mais le chef prestigieux se nommait Frédéric Mistral (1830-1914), l'immortel auteur de Mireille (1859).

Se développant à partir de ce foyer d'invention situé sur les bords du Rhône, le Félibrige essaima dans la plupart des provinces de l'Occitanie. Une fois de plus, l'expression littéraire en «Langue d'Oc» prenait possession de son domaine

linguistique! Qui plus est, à partir de 1868, le mouvement n'hésita pas à se compromettre avec la politique: au « Félibrige blanc » de Roumanille répondit le « Félibrige rouge » de Louis-Xavier de Ricard (1843-1911) et d'Auguste Fourès (1848-1891). Malgré tout, le « Félibrige » resta pour les occitanistes l'institution par excellence avec ses maintenances et ses écoles parmi lesquelles nous citerons: *l'Escolo audenco* de Carcasonne, *l'Escolo moundino* de Toulouse, *l'Escolo de Montségur*... La Renaissance d'Oc était désormais bien engagée.

Si l'orthographe félibréenne dite « mistralienne » s'imposa sans trop de peine en Provence, elle devint l'objet de la contestation de plusieurs écrivains comme le lauragais Prosper Estieu (1860-1939) et le quercynois Antonin Perbosc (1881-1944). Ces derniers firent du bulletin *Montségur* une tribune pour défendre l'orthographe occitane restituée d'après les textes médiévaux qu'ils avaient étudiés. À partir de cette campagne, Estieu et Perbosc fondèrent *l'Escola occitana* (1919) dont les théories furent soutenues par la revue *Lo Gai Saber* et par le *Coletge d'Occitania* créé en 1927. Pour la première fois se manifestait la volonté d'une reconquête linguistique de l'Occitanie.

* *

Comme nous venons de le constater, les provinces du Midi ont été saisies par un renouveau culturel perceptible dès la fin du XIXe siècle. Cette renaissance provoque l'éclosion de toute une presse en langue d'Oc. Des almanach populaires voient le jour, tels l'Armanac Gascon, l'Armanac Garonnés ou l'Almanach de Louzèro. Mais il y a aussi des almanachs politiques, comme l'Armanac Mountpellièrenc (1890) et surtout l'Almanach Occitan, organe de la « Patrie méridionale » (1923). Moins répandues sont les revues littéraires telles que Lo Gai Saber en Languedoc, Lo Bornat en Périgord et Lo Cobreto en Auvergne. En 1923, une nouvelle publication est lancée par les toulousains Ismaël Girard et Camille Soula, qui veulent ainsi se démarquer du Félibrige: Oc, organe de la Societat d'Estudis occitans. Cette revue pénètre au-delà des Pyrénées au point d'être publiée en commun avec les militants du « catalanisme », à Barcelone, de 1932 à 1934. Telle quelle, la revue Oc représente une nouvelle orientation de l'occitanisme par son désir d'aborder en langue d'Oc les problèmes d'actualité.

À ce modernisme s'oppose le régionalisme encouragé par le régime de Vichy de 1940 à 1942. Ce mouvement, éminemment conservateur, cherche à renouer avec les valeurs qui ont fait la grandeur de la France antérieurement à l'ère urbaine et industrielle : famille, paysannerie, artisanat, région en sont les propositions les plus marquantes. Mais ce provincialisme vieillot et larmoyant s'accompagne du centralisme autoritaire de l'État français qui en atténue la portée. Il n'est pas question de régionalisation et encore moins d'enseignement de la langue d'Oc.

À partir de 1943, une réaction se produit, qui met l'accent sur l'Occitanie, foyer industructible de culture et de civilisation. Ce sursaut aboutit deux ans plus tard, au moment de la Libération, à la fondation de l'*Institut d'Estudis occitans*, à Toulouse, où l'on trouve Ismaël Girard en compagnie de René Nelli, de Max Rouquette et de Pierre Rouquette. Le mouvement s'amplifie au point qu'une loi (la « loi Deixonne »), promulguée le 11 janvier 1951, autorise l'enseignement des langues dites « régionales »

dans les écoles : l'occitan fait partie de ces langues au même titre que le basque, le breton et le catalan, auxquels s'ajoutera le corse reconnu en 1974. Dix ans se passent avant qu'un décret du 29 septembre 1962 ne crée une épreuve facultative d'occitan (ou d'une autre langue régionale), qui comptera pour l'admission à partir de 1970. Sous l'effet de ces mesures, l'Occitanie se réveille, prend conscience d'elle-même, de sa langue et de ses richesses culturelles. La revendication déborde largement les cercles d'intellectuels, atteignant les milieux populaires sensibilisés au drame cathare et à la tragédie occitane du XIIIe siècle (impact de l'émission télévisée de mars 1966 sur les Cathares et le bûcher de Montségur). La reconquête linguistique est désormais en marche.

Cependant, le style félibréen est toujours cultivé autour de Toulouse, notamment par l'**Académie des Jeux Floraux** avec Joseph Rozès de Brousse (1876-1960), Gabriel Soulages, Touny Léris d'Alby (1881-1976), Armand Pratviel (1875-1944). Félibréenne également l'**Escola occitana** (fondée en 1927) attire de fortes personnalités comme le chanoine Josep Salvat (1889-1972), Loïsa Paulin (1888-1944), Philadelphe de Gerde et Jules Cubayne.

Quoi qu'il en soit, c'est à partir de 1951 que les idées en gestation depuis les années « trente » développent leur audience. Les remous de la décolonisation relayés par les difficultés économiques engendrent de nouveaux débats aboutissant à l'affirmation du « droit à la différence » et à l'éveil d'une conscience populaire d'Oc. L'occitanisme militant est représenté par Robert Laffont (né à Nîmes en 1923). Cet universitaire, membre de l'Institut d'Estudis occitans, développe le thème de « l'aliénation occitane », c'est-à-dire de la perte d'identité d'un peuple victime du « colonialisme intérieur ». Et il n'hésite pas à revendiquer pour l'Occitanie le droit à l'autogestion. Non moins décidé est le prêtre Jean Larzac (né à Sète en 1938), qui réclame la « décolonisation » de l'histoire occitane dans un ouvrage paru en 1977. La poésie et la chanson se mettent de la partie avec Jean-Marie Petit (né à Béziers en 1941), Philippe Gardy (né à Nîmes en 1948), Claude Marti (né à Carcassonne en 1940), Mans de Breish (né à Carcassonne en 1949), Patric Martin (né en 1946), Maria Rouanet (née à Béziers en 1937) et bien d'autres encore. Le théâtre de rue, lui aussi, entre en action avec le Théâtre de la carrière de Montpellier qui se fait le chantre de la revendication occitane.

La flambée des années « soixante » et « soixante-dix » illumine la scène politique, l'accent étant mis sur le plateau du Larzac. Des mouvements se créent pour soutenir la revendication identitaire. Le **Parti nationaliste occitan** (P.N.O.) se manifeste dès 1959 pour réclamer l'indépendance de la « nation occitane » devenue « colonie de l'Empire français », mais on lui reproche son chauvinisme et ses conceptions autarciques. Peu après naît **Poble d'Oc** (P.O.), variante occitane du « socialisme libertaire », dont l'orientation est nettement anticapitaliste : l'accent est mis sur la lutte de libération populaire contre l'impérialisme sous toutes ses formes (française, américaine et russe) devant déboucher sur un fédéralisme politique aussi bien en Occitanie qu'en Europe en faisant sauter les frontières. Plus tardif est **Lutte occitane** (LUTOC), fruit de la grève des mineurs de Decazeville en 1971 : cette organisation entend édifier une Occitanie socialiste, en faisant de la classe ouvrière l'élément moteur de son action. Enfin, le mouvement **Volem viure al Pays** (V.V.A.P.) se situe dans la lignée des comités locaux de soutien à la candidature de Robert Laffont à la présidence de la République (avril

1974): rien ne pouvant être fait sans perspective socialiste, l'objectif est de rendre l'Occitanie aux classes populaires en la décolonisant. Il s'agit de parvenir à une régionalisation démocratique fondée sur l'élection d'assemblées régionales élues au suffrage universel sur un programme politique régional avec un exécutif régional. À l'Europe capitaliste des États serait ainsi substituée une Europe des régions décolonisées, libérées de l'impérialisme.

Ainsi, à mesure que le temps s'est écoulé, les valeurs régionales se sont chargées d'un contenu nouveau. Il y a eu à la fois rajeunissement du passé et innovation pour aller vers l'avenir. Les revendications pour la promotion de la «Langue d'Oc» passaient autrefois pour être réactionnaires. Au fil du temps, elles sont devenues contestataires et progressistes. Mais, tout en s'adaptant à une situation nouvelle, elles n'en ont pas moins conservé l'acquis antérieur.

Aujourd'hui encore, le problème de l'occitan reste posé. Cette belle langue, forte de ses 160.000 mots, est à la fois très poétique, très concrète, très imagée, très « verte » aussi dans son expression. Son domaine d'élection s'étend sur 32 départements entre l'Atlantique et la Méditerranée, depuis le nord du Massif central jusqu'à la chaîne pyrénéenne, débordant même dans le val d'Aran (Espagne) et dans la région de Cuneo (Piémont italien). Elle ne manque pas de mordant, malgré son éclatement en de nombreux dialectes répartis en deux grands groupes : le Nord-Occitan (limousin, auvergnat, provençal alpin) et l'Occitan-Moyen (languedocien et provençal). Le gascon en fait partie, bien qu'il constitue à lui tout seul une langue issue de l'aquitanique latinisé, cousine du basque issu de l'aquitanique resté pur au-delà de l'Adour.

La vivacité de la « langue des Troubadours » a trouvé un aliment complémentaire dans la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires adoptée le 5 novembre 1992 par le Conseil de l'Europe. Cette charte, signée par dix-huit nations, mais ratifiée seulement par sept, impose la reconnaissance des langues qui sont « l'expression de la richesse culturelle d'un pays », mais aussi leur usage partiel, y compris dans la justice et l'administration. La France n'a pas jusqu'à présent entériné ce texte, considérant que « la langue de la République est le français ». D'où l'impatience des occitanistes qui se mobilisent de nouveau pour vaincre les résistances traditionnelles à l'épanouissement des langues minoritaires. Tous les espoirs sont mis dans l'Europe et dans sa dynamique fédéraliste. Le Centre régional d'Études occitanes (C.R.E.O.) évoque l'engouement des jeunes pour la culture régionale et leur désir de renouer avec le passé de l'Occitanie. Les calendretas, écoles bilingues francooccitanes imitées des ikastolak basques, ne cessent d'augmenter leurs effectifs, séduisant même des personnes non originaires de la région. Quant au Parti occitan, il espère faire avancer les choses en favorisant l'évolution des esprits vers la reconnaissance de la France comme pays multiculturel.

Et maintenant ? le débat reste ouvert. Quel avenir pour la « langue d'Oc » ? Resterat-elle la langue littéraire cultivée par les félibres et les linguistes ? Poursuivra-t-elle au contraire sa progression comme langue populaire régionale, avec l'encouragement de l'Éducation nationale comme cela se fait depuis plusieurs années ? Ira-t-on encore plus loin avec la ratification de la **Charte européenne**, à laquelle semble se résoudre le gouvernement ? Quoi qu'il en soit, la belle « Langue d'Oc », qui a survécu à la croisade du XIIIe siècle, qui a pris une vie nouvelle dans le courant du XIXe siècle après avoir

été dévaluée comme entachée d'obscurantisme contre-révolutionnaire, qui entend montrer qu'elle est bien vivante, cette belle langue d'Oc, dis-je, doit éveiller notre attention vigilante car elle est l'expression d'une civilisation dont les plus grandes valeurs sont la Liberté et la Tolérance.

Pierre GÉRARD Conservateur général honoraire du Patrimoine

* RENCONTRÉ EN COURS DE PALÉOGRAPHIE

ne comparessoit

a com par a bonalh

a comparu bonalh